



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

BUDGET PRINCIPAL

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Les objectifs du DOB sont les suivants :

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité,
- Informer sur la situation budgétaire de la collectivité,
- Informer sur la structure et la gestion de la dette.

Le Conseil Municipal doit prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire et procéder au vote sur la base du rapport présenté.

L'article 13 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques complète les règles relatives au débat d'orientation budgétaire (DOB), chaque collectivité territoriale doit présenter ses objectifs concernant :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

SOMMAIRE

1. ELEMENTS DE CONTEXTE MACROECONOMIQUE ET LOI DE FINANCES 2022

2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

- A. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT
- B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT
- C. RESULTATS DE CLOTURE 2021 DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
- D. LES RECETTES D'INVESTISEMENT
- E. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
- F. RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021

3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

- A. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT
- B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

4. ANALYSE DES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

6. ANALYSE DE LA DETTE

7. PRESENTATION DES RATIOS

1. ELEMENTS DE CONTEXTE MACROECONOMIQUE ET LOI DE FINANCES 2022

Si la crise du Covid-19 reste d'actualité dans les pays développés, l'économie mondiale a su retrouver une certaine santé en 2021 grâce aux politiques budgétaires et monétaires sans précédent menées par ces derniers.

La crise a cependant également accrue considérablement le niveau de dette des pays avancés et le retour de l'inflation consécutif à la crise (principalement induite par la flambée des prix des matières premières) risque d'avoir aussi un impact à terme sur les taux d'intérêts.

Au niveau de la France, l'année 2021 a vu un rebond de la croissance illustrant un effet rattrapage post confinement, avec une amélioration de l'environnement économique qui devrait se prolonger en 2022, en lien avec le maintien de certains dispositifs de soutien aux ménages et entreprises et aux mesures du plan de relance.

Cependant la sortie de crise annoncée laisse un niveau d'endettement considérable qui pèsera nécessairement sur les années futures : en 2021, la dette publique atteint ainsi 115,6% du PIB en France.

Après deux années marquées par le financement de la réponse à la crise sanitaire, les finances publiques devraient retourner sur une trajectoire relativement durable à partir de 2022. D'après le projet de loi de finances 2022, le déficit public devrait atteindre 8,1 % du PIB en 2021 (après 9,4 % en 2020) et baisser à 5 % en 2022.

PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES 2022 POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2022, est assez léger s'agissant des dispositions concernant les finances locales, puisque ce PLF est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022, tout comme le dernier de l'actuel quinquennat qui se conclura en avril 2022.

Jusqu'à la fin de son mandat, l'exécutif aura appliqué son engagement de maintenir la dotation globale de fonctionnement (DGF) à périmètre constant, et ce alors que la crise a fait exploser le déficit public. La principale dotation (que le "bloc communal" et les départements se partagent) s'élèvera en 2022 à 26,8 milliards d'euros.

Les concours de l'État en faveur des collectivités territoriales - qui comprennent notamment la dotation globale de fonctionnement, le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et les autres "prélèvements sur les recettes de l'État"- seront même en hausse de 525 millions d'euros l'an prochain.

L'accent a été porté sur la volonté du gouvernement de maintenir en 2022 "un soutien particulièrement élevé" à l'investissement local. 1,046 milliards d'euros sont inscrits dans le PLF pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Surtout, la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) connaît un abondement exceptionnel "d'environ" 350 millions d'euros.

Le PLF aborde également la poursuite du renforcement de la péréquation. La dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation de solidarité urbaine (DSU) augmenteront chacune de 95 millions d'euros en 2022 (contre + 90 millions d'euros en 2021). Il faut rappeler que ces hausses sont entièrement financées par les collectivités elles-mêmes. La croissance de la DSR et de la DSU est ainsi permise par l'écrêtement de la dotation forfaitaire d'une majorité de communes et de la dotation de compensation de l'ensemble des intercommunalités.

Enfin, depuis 2018, le coefficient de majoration forfaitaire des bases d'imposition est indexé sur l'inflation. La revalorisation des bases de fiscalité est calculée à partir du rapport d'évolution de l'indice des prix à la consommation (ICPH) entre novembre N-1 et N-2. En 2022, le coefficient de revalorisation sera égal à 1,034 soit une majoration forfaitaire des bases de 3,4%. Ce coefficient de majoration forfaitaire ne concernera que les locaux d'habitation et les établissements industriels, les locaux commerciaux et professionnels font l'objet d'un mode de calcul d'actualisation spécifique.

Autre mesure : les indicateurs financiers, qui entrent en compte dans le calcul des dotations de péréquation, sont réformés dans le sens des conclusions des travaux menés par le CFL. Cela signifie notamment que le potentiel financier communal inclura de nouvelles impositions (droits de mutation à titre onéreux perçus par les communes, taxe sur les pylônes électriques...). La mise en œuvre progressive des nouveaux indicateurs financiers sera prise en compte à compter de 2023 à hauteur de 10% puis 20% en 2024, 40% en 2025, 60% en 2026 et 80% en 2027. Les nouveaux indicateurs seront intégralement pris en compte dans les dotations de l'Etat à compter de 2028.

Par ailleurs, à compter de 2022, l'Etat s'engage à compenser sur 10 ans les exonérations de foncier bâti des logements sociaux. La compensation concerne les logements locatifs sociaux agréés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2026 ayant fait l'objet d'une décision favorable de financement par le Préfet. La compensation des pertes de recettes résultant de l'exonération est intégrale pendant 10 ans.

2. ANALYSES DES RESULTATS PREVISIONNELS 2021

Il convient de revenir sur les résultats prévisionnels de l'exercice 2021, nous pouvons les comparer avec les exercices précédents.

A. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

On observe en 2021 une augmentation de 3% des recettes de fonctionnement par rapport à l'exercice 2020.

| | REALISE 2019 | REALISE 2020 | BP TOTAL 2021 | REALISE 2021 | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------------------|
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| RECETTES | | | | | |
| 013 - ATTÉNUATIONS DE CHARGES | 67 271,27 | 128 792,51 | 119 422,00 | 160 983,32 | 25% |
| 70 - PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERS | 932 589,05 | 658 801,13 | 848 550,00 | 852 525,98 | 29% |
| 73 - IMPÔTS ET TAXES | 6 857 792,76 | 7 000 861,94 | 7 132 942,00 | 7 331 994,13 | 5% |
| 74 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 1 004 290,84 | 1 050 580,59 | 956 704,00 | 863 878,40 | -18% |
| 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 94 408,14 | 104 031,84 | 77 531,00 | 66 539,39 | -36% |
| TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE | 8 956 352,06 | 8 943 068,01 | 9 135 149,00 | 9 275 921,22 | 4% |
| 76 - PRODUITS FINANCIERS | 19 485,17 | 15 804,42 | 12 459,00 | 11 424,94 | -28% |
| 77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS | 17 851,52 | 53 222,25 | 20 000,00 | 18 995,67 | -64% |
| TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 8 993 688,75 | 9 012 094,68 | 9 167 608,00 | 9 306 341,83 | 3% |
| 042 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 21 761,56 | 513,00 | 617,00 | 617,00 | 20% |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | 21 761,56 | 513,00 | 617,00 | 617,00 | 20% |
| 002 - RESULTAT REPORTÉ DE FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 9 015 450,31 | 9 012 607,68 | 9 168 225,00 | 9 306 958,83 | 3% |

Chapitre 013 : Ce chapitre contient les remboursements des indemnités journalières des agents absents, il convient de le mettre en relation avec le chapitre 012 lié aux frais de personnel.

Chapitre 70 : En 2021, une reprise à la hausse des droits d'entrée « accueils de loisirs », « restauration », « études » et « crèche » a pu être constatée. Néanmoins, ce secteur reste impacté par la crise sanitaire.

Chapitre 73 : Hausse de 5% des recettes de ce chapitre due à la revalorisation des bases et à l'augmentation de la population justifiée également par la hausse de la taxe additionnelle des droits de mutation.

Pour rappel :

- En 2020, la commune a perçu 345 971.47 € de droits de mutation.
- En 2021, la commune a perçu 451 289.33 € de droits de mutation.

Chapitre 74 : La dotation globale de fonctionnement a fait l'objet d'une légère hausse (+ 4 448 €). Pour rappel, en 2014 la DGF s'élevait à 903 058 € contre 331 212 € en 2021 soit une baisse de 571 846 €.

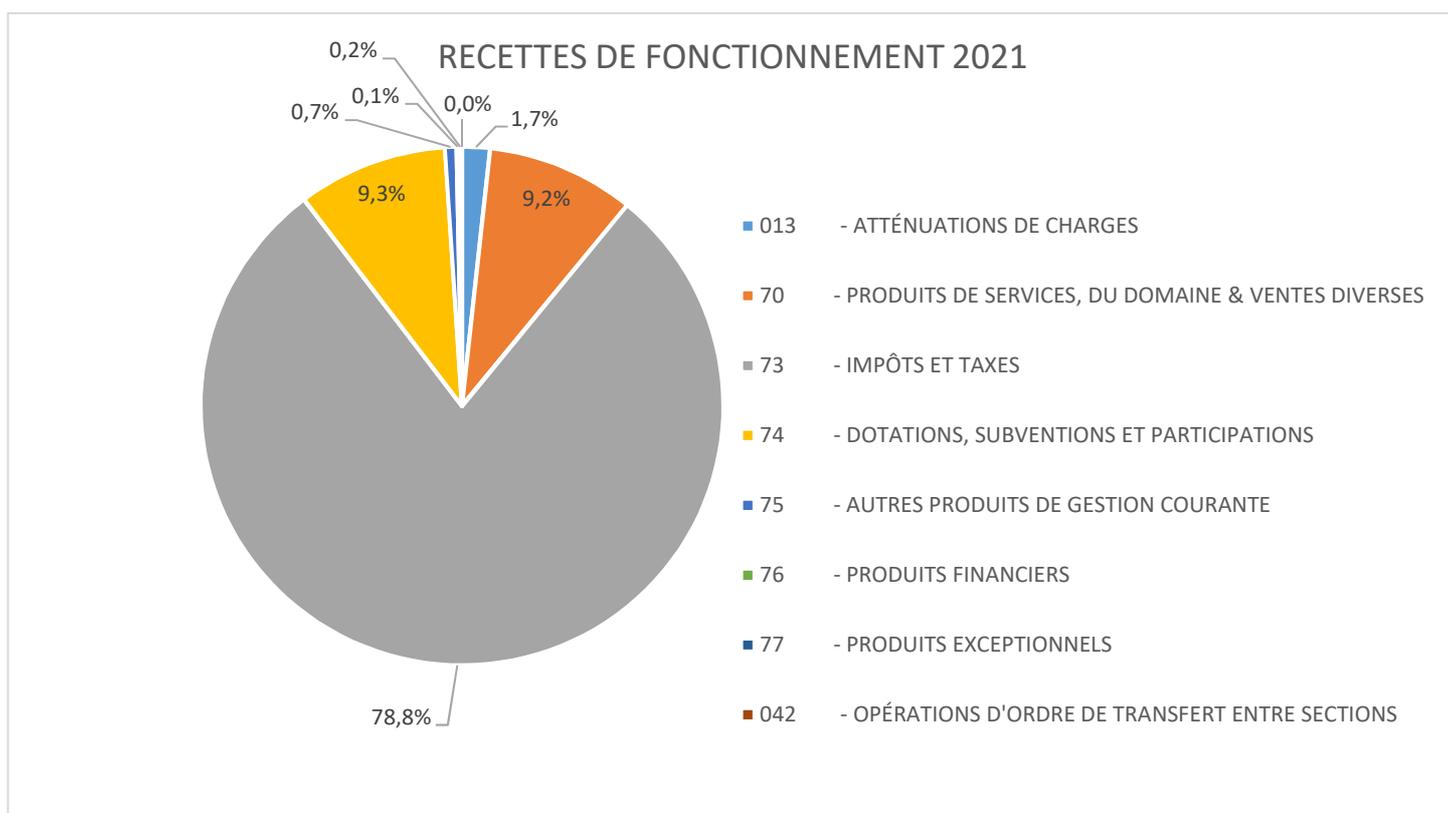
Par ailleurs, les recettes liées aux subventions CAF ont diminué, il s'agit d'une conséquence directe de la crise sanitaire.

Chapitre 75 : Ce chapitre est en baisse suite à une diminution dans les encaissements de loyers.

Chapitre 76 : Il s'agit de la reprise de la dette voirie (CPS), le montant a diminué en 2021.

Chapitre 77 : Il y a eu moins d'annulations de rattachements qu'en 2020, en revanche, des pénalités demandées à la micro-crèche (10 000 €) viennent abonder les recettes perçues sur ce chapitre.

Le diagramme ci-dessous montre la répartition des recettes de fonctionnement perçues sur l'année 2021.



B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

On observe en 2021 une augmentation de 1% des dépenses de fonctionnement par rapport à l'exercice 2020.

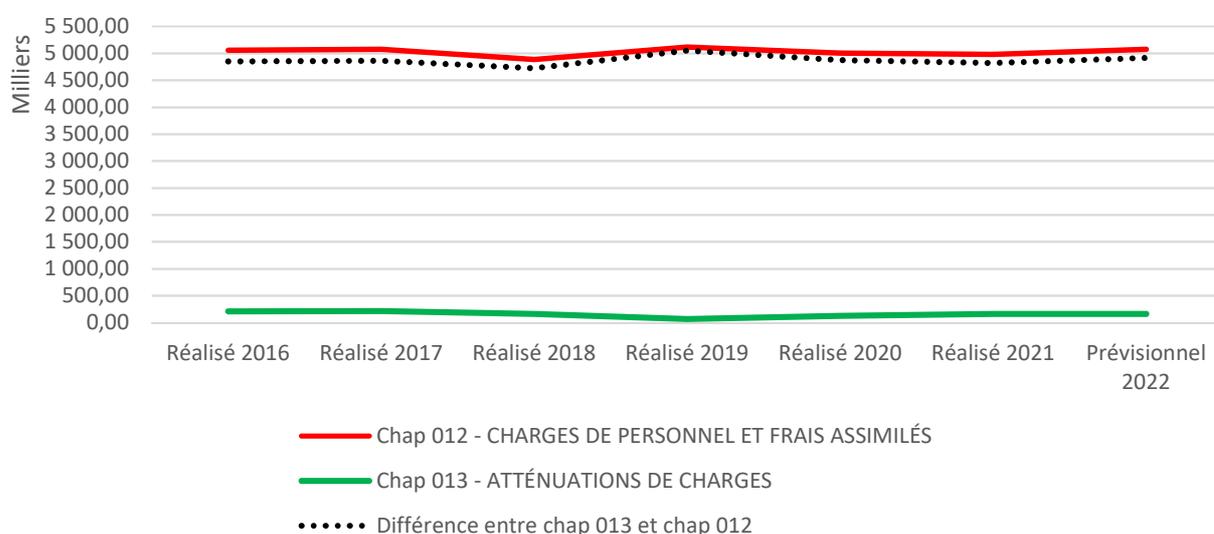
| | REALISE 2019 | REALISE 2020 | BP TOTAL 2021 | REALISE 2021 | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| DEPENSES | | | | | |
| 011 - CHARGES À CARACTÈRE GENERAL | 1 766 491,94 | 1 538 618,12 | 1 887 489,00 | 1 689 955,72 | 10% |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILÉS | 5 120 337,08 | 5 004 363,53 | 4 990 000,00 | 4 982 123,72 | 0% |
| 014 - ATTÉNUATIONS DE PRODUITS | 69 600,00 | 103 001,00 | 145 007,00 | 145 007,00 | 41% |
| 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 619 614,48 | 607 453,00 | 733 428,45 | 592 950,71 | -2% |
| TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE | 7 576 043,50 | 7 253 435,65 | 7 755 924,45 | 7 410 037,15 | 2% |
| 66 - CHARGES FINANCIÈRES | 275 029,34 | 240 955,92 | 219 020,00 | 210 112,43 | -13% |
| 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES | 10 961,22 | 92 054,52 | 91 500,00 | 82 887,32 | -10% |
| 68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | | 5 960,00 | 5 959,00 | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 7 862 034,06 | 7 586 446,09 | 8 072 404,45 | 7 708 995,90 | 2% |
| 023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 0,00 | | 895 820,55 | 0,00 | |
| 042 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 186 938,21 | 209 231,69 | 200 000,00 | 197 523,17 | -6% |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT | 186 938,21 | 209 231,69 | 1 095 820,55 | 197 523,17 | -6% |
| Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 8 048 972,27 | 7 795 677,78 | 9 168 225,00 | 7 906 519,07 | 1% |

Chapitre 011 : Les charges à caractère général sont en hausse de 10%, cela s'explique notamment par la reprise de certaines activités malgré la crise sanitaire (sorties scolaires, séjours accueil de loisirs, transports...).

Chapitre 012 : Le niveau des dépenses de personnel est équivalent depuis 2016 du fait des mouvements de personnel et de la maîtrise de la masse salariale. En tenant compte des remboursements des assurances, on constate un montant de masse salariale :

- En 2016 : de 4 850 593 €.
- En 2021 : de 4 821 140 €.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des dépenses de personnel depuis 2016 et fait apparaître les montants des remboursements des indemnités journalières. Nous pouvons constater une maîtrise des montants dépensés à ce chapitre.



Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (rétrospective et prospective).

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 63,86 % | 65,13 % | 65,96 % | 64,66 % | 61,52 % | 63,03 % | 63,34 % | 63,11 % | 63,26 % |

Chapitre 014 : Les atténuations de produits (FPIC) augmentent chaque année. Cette augmentation devrait se poursuivre sur l'exercice 2022. Les communes rattachées à la CPS prendront en charge l'intégralité du FPIC à compter de 2022.

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 38 642 | 69 600 | 103 001 | 145 007 | 181 681 | 184 510 | 187 353 | 190 210 | 193 081 |

Chapitre 65 : L'enveloppe des indemnités élus est restée stable. Le montant des subventions attribuées aux associations est resté également stable. A noter, le remboursement à la CPS de 21 122.50 € des frais avancés pour équiper la commune de protections contre le COVID vient augmenter les dépenses de ce chapitre en 2021. Les frais d'écologie « maternelle et élémentaire » prévus pour l'ISC ont été reportés sur 2022. Les dépenses pour le SIRM représentent un montant total de 290 500 € en 2021, décomposé comme suit :

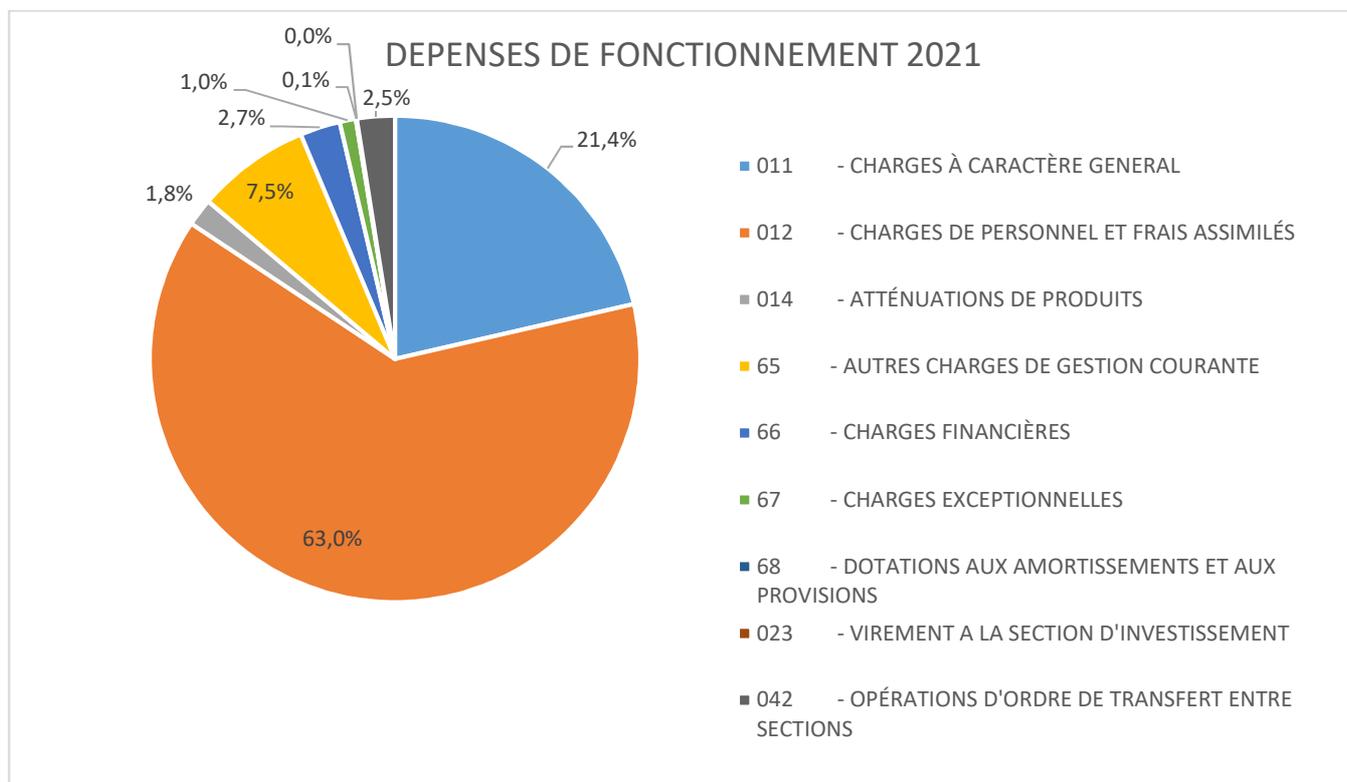
- Contribution annuelle : 207 167 €
- Aide pérenne CPS : 30 000 €
- Soutien CPS 2021 : 33 333 €
- Contribution supplémentaire exceptionnelle : 20 000 €

Chapitre 66 : Les dépenses de ce chapitre font l'objet d'une baisse de 13% justifiée par l'extinction de certains emprunts.

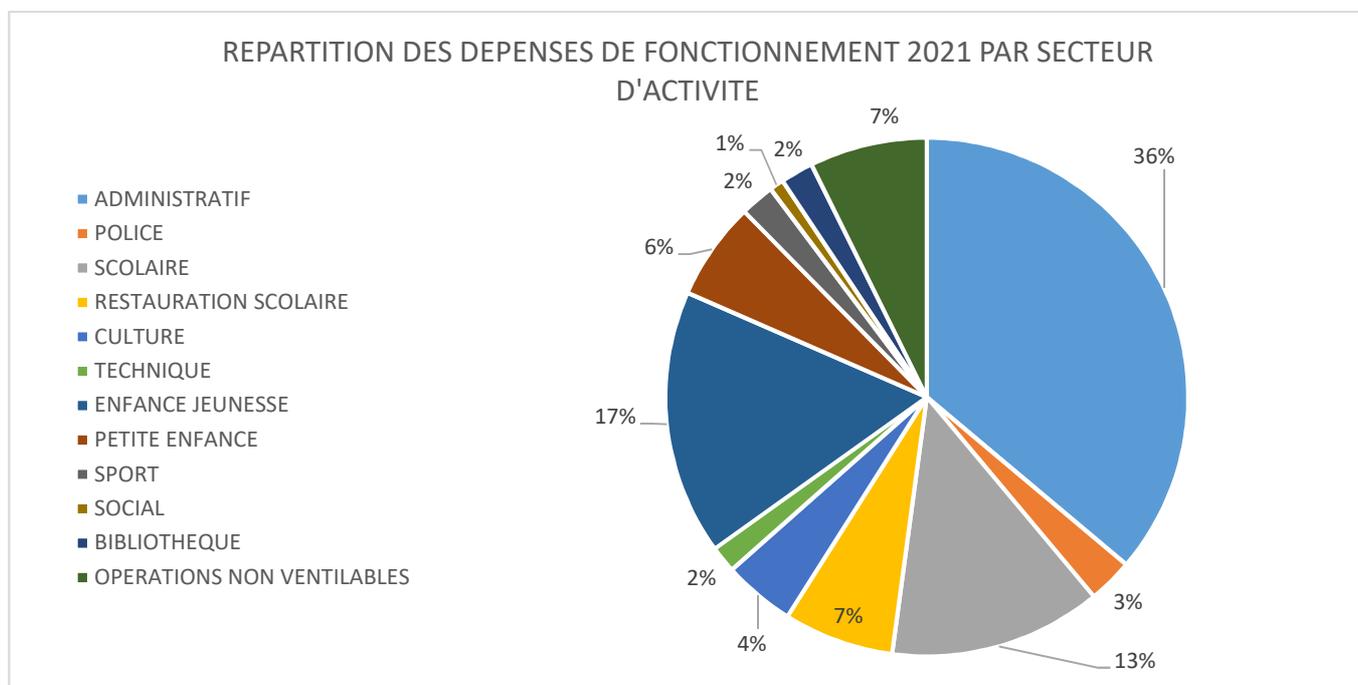
Chapitre 67 : Les dépenses 2021 s'expliquent notamment par la régularisation de sommes titrées en doublon à la CPS. L'autre poste de dépense de ce chapitre concerne la redevance mensuelle versée à la Micro-crèche.

Chapitre 68 : Il s'agit de la constitution de provisions pour créances douteuses faites sur demande de la Trésorerie.

Le diagramme ci-dessous montre la répartition des dépenses de fonctionnement effectuées sur l'année 2021.



Le diagramme ci-dessous montre la répartition des dépenses de fonctionnement par secteur d'activité sur l'année 2021.



Les dépenses de fonctionnement sont affectées à hauteur de 43% au service éducatif (petite enfance, jeunesse, restaurant scolaire, scolaire...).

C. RESULTATS DE CLOTURE 2021 DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

| AFFECTATION DES RESULTATS SUR LE BP 2022 | | FONCTIONNEMENT |
|--|---|----------------|
| A | RECETTES DE FONCTIONNEMENT titres de l'exercice 2021 | 9 306 958,83 € |
| B | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT mandats exercice 2021 | 7 906 519,07 € |
| C | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2021 = (A-B) | 1 400 439,76 € |
| D | EXCEDENT cumulé précédent apparaissant à l'article 002 du BP 2021 | 0,00 € |
| E | RESULTAT CUMULE EN FONCTIONNEMENT = (C+D) | 1 400 439,76 € |

Le résultat provisoire 2021 de la section de fonctionnement s'élève à 1 400 439.76 €. Pour rappel, il était de 1 216 929.60 € en 2020.

D. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

| | REALISE 2019 | REALISE 2020 | BP TOTAL 2021 | REALISE 2021 | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| RECETTES | | | | | |
| 024 - PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | | 0,00 | 67 400,00 | 0,00 | |
| 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REÇUES | 574 751,66 | 730 103,57 | 1 338 279,64 | 543 898,82 | -26% |
| 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES | 285,00 | 1 000 000,00 | 149 314,91 | 0,00 | -100% |
| 204 - SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES | 96 000,00 | 0,00 | 74 000,00 | 0,00 | |
| 21 - IMMO CORPORELLES | 140,54 | | 0,00 | 1 122,00 | |
| 23 - IMMO EN COURS | | 6 685,22 | 0,00 | | -100% |
| TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT | 671 177,20 | 1 736 788,79 | 1 628 994,55 | 545 020,82 | -69% |
| 10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES | 166 697,10 | 574 956,44 | 491 000,00 | 457 670,49 | -20% |
| 1068 - EXCEDENTS DE FCT CAPITALISÉ | 1 214 366,27 | 966 478,04 | 1 216 929,90 | 1 216 929,90 | 26% |
| 165 - DEPOTS ET CAUTIONNEMENT RECUS | | 800,00 | 1 000,00 | 605,00 | -24% |
| 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 81 789,00 | 74 217,00 | 66 305,00 | 61 979,62 | -16% |
| TOTAL DES RECETTES FINANCIÈRES | 1 462 852,37 | 1 616 451,48 | 1 775 234,90 | 1 737 185,01 | 7% |
| TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | 2 134 029,57 | 3 353 240,27 | 3 404 229,45 | 2 282 205,83 | -32% |
| 021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 0,00 | 895 820,55 | 0,00 | |
| 040 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 186 938,21 | 209 231,69 | 200 000,00 | 197 523,17 | -6% |
| 041 - OPÉRATIONS PATRIMONIALES | 59 290,74 | 2 483,00 | 205 000,00 | 62 091,11 | 2401% |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | 246 228,95 | 211 714,69 | 1 300 820,55 | 259 614,28 | 23% |
| Total RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2 380 258,52 | 3 564 954,96 | 4 705 050,00 | 2 541 820,11 | -29% |

Chapitre 10 :

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés en 2020. Le taux du FCTVA est de 16.404%.

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|--------|---------|---------|
| 102 450 | 57 553 | 196 788 | 103 735 |

Taxe d'aménagement : La commune a perçu 353 935.40 € au titre de la taxe d'aménagement en 2021. Le permis de construire PROMOGIM a engendré sur 2021 un encaissement de 279 757.70 €.

Excédent de fonctionnement capitalisé : la recette au compte 1068 provient des résultats excédentaires de la section de fonctionnement en 2020 qui ont été affectés par l'assemblée délibérante au financement de la section d'investissement.

Chapitre 13 :

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement.

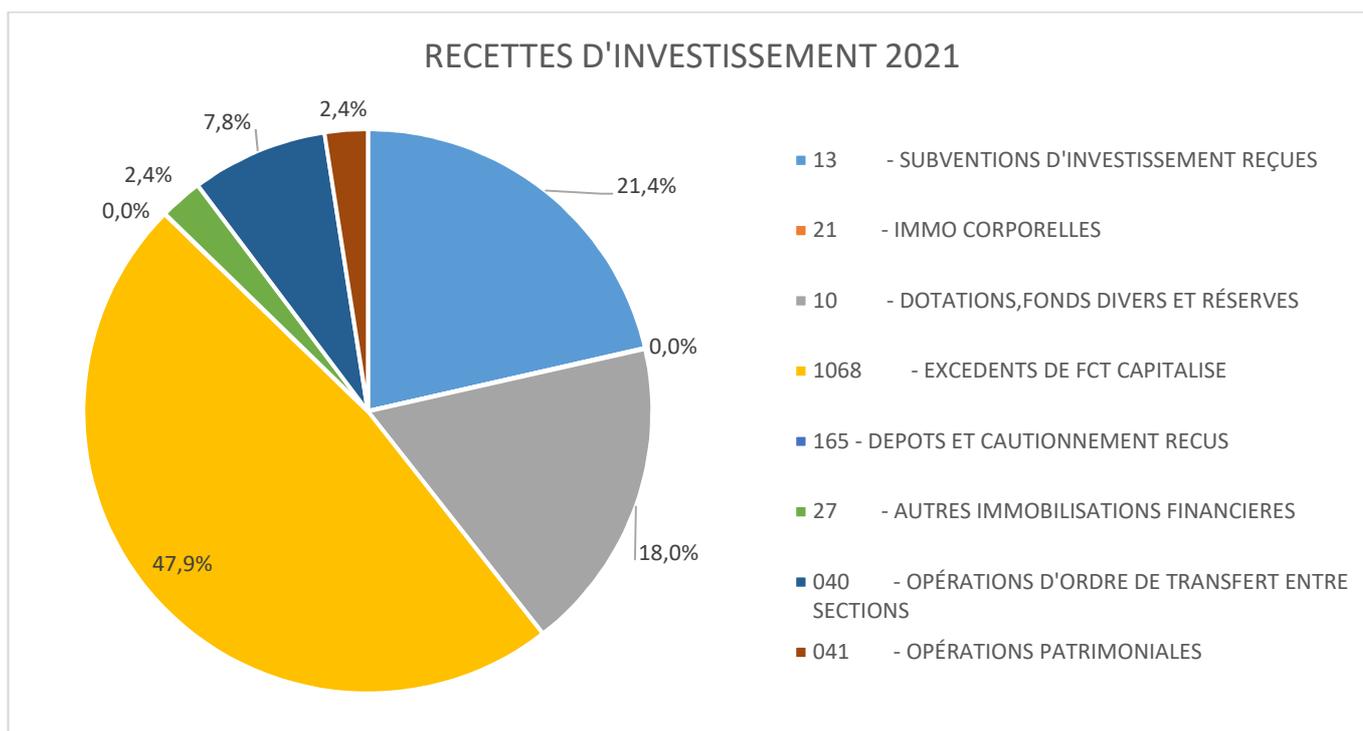
| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------|---------|---------|---------|
| 196 703 | 574 752 | 730 104 | 543 899 |

| | PARTENAIRES | REALISE 2021 |
|--|----------------------------------|---------------------|
| DETR 2018 – TRAVAUX AMBROISE PARE | ETAT | 83 911.00 € |
| ETABLISSEMENT DOCUMENTS D'URBANISME | ETAT | 14 900. 00 € |
| CONTRAT PARTENARIAT – TRAVAUX AMBROISE PARE | CD 91 | 48 616.00 € |
| ACQUISITION DE PARCELLES | CD 91 | 2 557.00 € |
| TRAVAUX AMBROISE PARE | CPS | 86 092.00 € |
| AUTRES SUBVENTIONS (EXTENSION RESEAUX, PUP, ACQUISITION PARCELLES) | BAILLEURS SOCIAUX, SME RN 20 ... | 307 822.82 € |
| | | 543 898.82 € |

Les autres recettes de cette section sont issues de la reprise de la dette voirie (CPS) et des opérations d'ordre effectuées dans l'année (notamment les intégrations des frais d'étude sur des comptes définitifs, ces écritures ont été réalisées en vue du passage à la norme comptable M57).

A noter, aucun emprunt n'a été contracté sur 2021.

Le diagramme ci-dessous montre la répartition des recettes d'investissement perçues sur l'année 2021.



E. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| | REALISE 2019 | REALISE 2020 | BP TOTAL 2021 | REALISE 2021 | REALISE 2020 / REALISE 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| DEPENSES | | | | | |
| 10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES | 1 186,85 | | 152 501,07 | 152 501,07 | |
| 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES | 1 027 959,41 | 937 222,14 | 889 100,00 | 888 560,49 | -5% |
| 27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 6 000,00 | 6 000,00 | 6 000,00 | 0% |
| TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES | 1 029 146,26 | 943 222,14 | 1 047 601,07 | 1 047 061,56 | 11% |
| 204 - SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES | 276 779,50 | 246 692,64 | 268 608,09 | 86 347,82 | -65% |
| OPE 107- MAIRIE | 675 450,82 | 285 169,13 | 1 321 937,20 | 500 658,35 | 76% |
| OPE 120- AMENAGEMENT EXT BARTELOTTES | 0,00 | 0,00 | 7 501,68 | 0,00 | |
| OPE 124- SCOLAIRE | 572 201,05 | 443 726,23 | 702 560,97 | 150 795,05 | -66% |
| OPE 125- ECOLE DES CAILLEBOUDES | | | | | |
| OPE 126- JARDINS PARTAGES | | | | | |
| OPE 32- ACQUISITIONS FONCIERES | 209 697,10 | 1 200 872,87 | 498 155,00 | 1 836,35 | -100% |
| OPE 64- ESPACES PUBLICS | 184 964,88 | 0,00 | 116 662,24 | 62 628,77 | |
| TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT | 1 643 362,65 | 1 929 768,23 | 2 915 425,18 | 802 266,34 | -58% |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | 2 949 288,41 | 3 119 683,01 | 3 963 026,25 | 1 849 327,90 | -41% |
| 040 - OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS | 21 761,56 | 513,00 | 617,00 | 617,00 | 20% |
| 041 - OPÉRATIONS PATRIMONIALES | 59 290,74 | 2 483,00 | 205 000,00 | 62 091,11 | 2401% |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT | 81 052,30 | 2 996,00 | 205 617,00 | 62 708,11 | 1993% |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE | 3 030 340,71 | 3 122 679,01 | 4 168 643,25 | 1 912 036,01 | -39% |
| 001 - RÉSULTAT REPORTÉ D'INVESTISSEMENT | 328 600,51 | 978 682,70 | 536 406,75 | 536 406,75 | -45% |
| Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 3 358 941,22 | 4 101 361,71 | 4 705 050,00 | 2 448 442,76 | -40% |

Le tableau ci-dessous montre la proportion du remboursement du capital de la dette sur les dépenses d'investissement (hors opérations d'ordre et écriture exceptionnelle effectuée au compte 1069 (chapitre 10) effectuée en vue du passage à la norme comptable M57.

| Années | Dépenses d'investissement | Remboursement du capital de la dette | Part en % du remboursement du capital de la dette |
|--------|---------------------------|--------------------------------------|---|
| 2018 | 2 230 793 | 1 165 982 | 52,27 % |
| 2019 | 2 949 288 | 1 026 020 | 34,79 % |
| 2020 | 3 119 683 | 936 937 | 30,03 % |
| 2021 | 1 696 826 | 887 080 | 52,28 % |

Les principales opérations d'investissement sur 2021 ont été :

- La réhabilitation de la propriété Schneersohn.
- Les travaux d'optimisation énergétique et de menuiserie extérieure des bâtiments communaux.

Ces opérations qui devaient s'achever en 2021 ont pris du retard (manque de matières premières) et seront soldées en 2022.

En 2021, la Communauté d'Agglomération Paris Saclay a effectué les opérations de voirie suivantes pour un total de 214 369.62 € :

- Réfection de voirie chemin du Trou à Terre : 99 174.31 € ;
- Réfection ruelle des Néliers – Voie des Postes : 52 800.24 € ;
- Travaux divers : 46 705.00 €
- Acquisition d'une saleuse : 12 600.00 € ;
- Acquisition débroussailleuse : 3 090.60 € ;

F. RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021

| AFFECTATION DES RESULTATS SUR LE BP 2022 | | FONCTIONNEMENT |
|--|---|----------------|
| A | RECETTES DE FONCTIONNEMENT titres de l'exercice 2021 | 9 306 958,83 € |
| B | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT mandats exercice 2021 | 7 906 519,07 € |
| C | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2021 = (A-B) | 1 400 439,76 € |
| D | EXCEDENT cumulé précédent apparaissant à l'article 002 du BP 2021 | 0,00 € |
| E | RESULTAT CUMULE EN FONCTIONNEMENT = (C+D) | 1 400 439,76 € |

| | | INVESTISSEMENT |
|---|---|----------------|
| F | RECETTES D'INVESTISSEMENT titres de l'exercice 2021 | 2 541 820,11 € |
| G | DEPENSES D'INVESTISSEMENT mandats exercice 2021 | 1 912 036,01 € |
| H | RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE 2021 = (F-G) | 629 784,10 € |
| I | EXCEDENT cumulé précédent apparaissant à l'article 001 du BP 2021 | -536 406,75 € |
| J | RESULTAT CUMULE EN INVESTISSEMENT = (H+I) | 93 377,35 € |

RESTES A REALISER

| | | |
|---|--|----------------|
| K | RECETTES D'INVESTISSEMENT EN RAR à la fin de l'exercice 2021 et à inscrire en 2022 | 846 116,74 € |
| L | DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN RAR à la fin de l'exercice 2021 et à inscrire en 2022 | 1 660 696,44 € |
| M | RESULTAT D'INVESTISSEMENT EN RAR = (K-L) | -814 579,70 € |

| | | |
|---|---|---------------|
| N | BESOIN DE FINANCEMENT = montant <u>NEGATIF</u> de (J + M) | -721 202,35 € |
| O | EXCEDENT DE BESOIN DE FINANCEMENT = montant <u>POSITIF</u> de (J + M) | 0,00 € |

Les principaux **restes à réaliser en recettes** d'un montant total de 846 116.74 € sont :

- Contrat de partenariat départemental : 434 595 €
- Acquisition parcelle et aménagement RN (syndicat mixte) : 166 855 €
- DETR 2020, école des Renondaines : 140 000 €
- Participation coût travaux réseaux électriques RN 20 : 53 685 €
- Subvention parcelle rue des Joncs Marins, démolition : 47 742 €

Les principaux **restes à réaliser en dépenses** d'un montant total de 1 660 696.44 € sont :

- Acquisition parking Carrefour : 400 000 €
- Ecole des Cailleboudes : 341 908 €
- Optimisation énergétique des bâtiments communaux : 214 623 €
- Opération Schneershon : 127 423 €
- Surcharges foncières CPS : 74 000 €
- Extension de réseaux électriques RN 20 : 53 685 €
- Acquisition de parcelle par voie de préemption : 37 000 €
- Fonds de concours voirie CPS : 26 524 €

3. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 2022 EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les orientations budgétaires de la section de fonctionnement ont pour vocation de continuer l'action entamée sur les années précédentes et de tenir compte des décisions prises lors des conférences budgétaires :

- Maintenir les taux d'imposition de la fiscalité directe (taxe foncière bâtie et non bâtie),
- Maintenir le coût de fonctionnement en gardant un service de qualité,
- Maintenir le montant global des subventions aux associations locales,
- Maîtriser la masse salariale,
- Poursuivre la mutualisation des moyens matériels et humains avec la CPS,

Cette capacité de maîtrise des dépenses de fonctionnement permet de renforcer les marges d'autofinancement de la collectivité et de financer les opérations d'investissement sur les ressources propres de la commune.

A. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement sont essentiellement liées à :

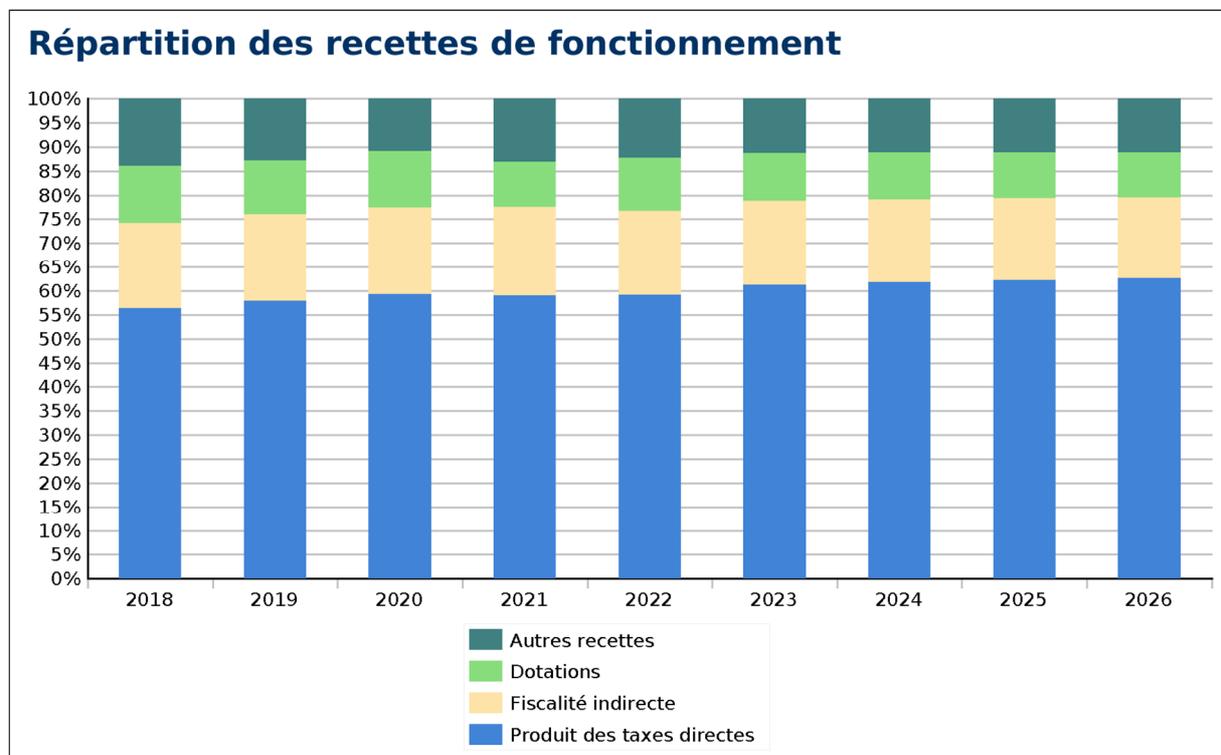
- La perception des impôts par la collectivité. Bien que les taux restent stables, la revalorisation des bases (3.4% pour 2022) permet d'accroître ces recettes.
 - Foncier bâti : 39.74 %
 - Foncier non bâti : 95.16 %
- L'attribution de compensation versée par la CPS.
- L'instauration d'une dotation de solidarité communautaire (DSC) estimée à 50 000 €.
- Les dotations (DGF, DSR) et subventions de fonctionnement (CAF).
- Les produits de services issus de la facturation aux familles (cantine, périscolaire, centre de loisirs...).
- Le remboursement des charges de personnel par SOFAXIS (personnel titulaire) et la CPAM.
- La perception des loyers communaux.
- Le remboursement par l'Etat des frais d'écologie pour les élèves maternels scolarisés à l'ISC, soit une recette estimée à 142 448 €.
- Le remboursement par l'Etat des frais de restauration pour les premières tranches de quotients (estimé à 3 € par repas), soit un total estimé à 49 623 €.

Présentation globale des recettes de fonctionnement réalisées en 2021 et estimées pour 2022 :

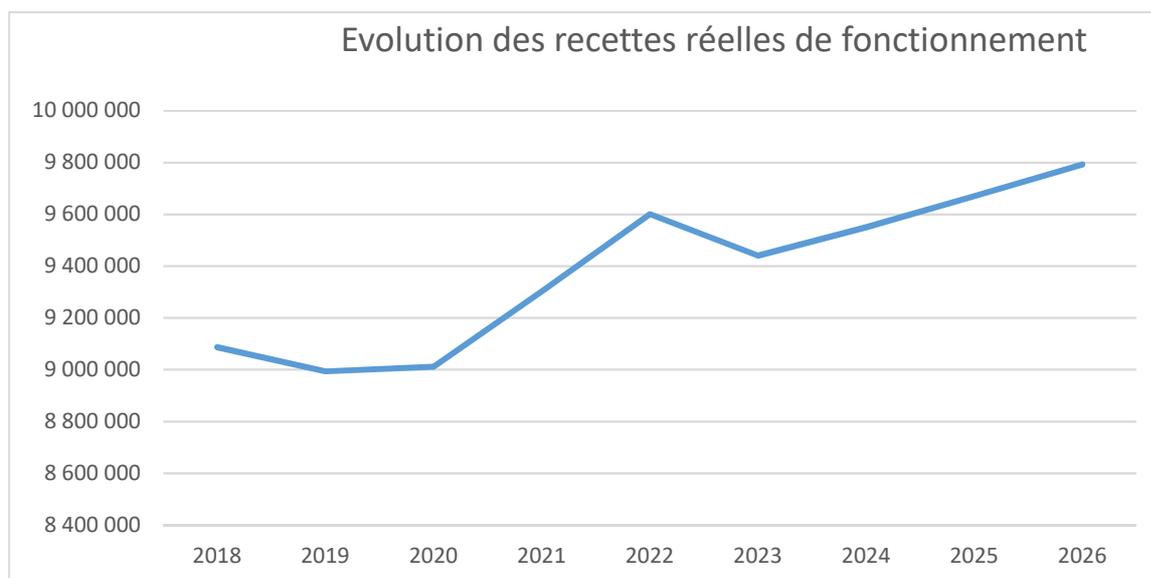
| | 2021 | 2022 |
|---|------------------|------------------|
| Atténuation de charges (chap 013) | 160 983 | 160 000 |
| Produits des services (chap 70) | 852 526 | 861 303 |
| Produit des taxes directes (73111) | 5 488 941 | 5 674 716 |
| Rôles supplémentaires | 113 104 | 0 |
| Produit des contributions directes | 5 602 045 | 5 674 716 |

| | | |
|--|------------------|------------------|
| Attribution de compensation (art 7321) | 973 028 | 939 695 |
| Dotations de solidarité communautaire (art 7322) | 0 | 50 000 |
| Taxe sur l'électricité (art 7351) | 158 779 | 160 000 |
| Taxes sur la publicité (art 7368) | 110 937 | 117 850 |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381) | 451 289 | 385 000 |
| Autres taxes (Autres articles chap 73) | 35 916 | 35 000 |
| Impôts et taxes (chap 73) | 7 331 994 | 7 362 261 |
| DGF, dotation forfaitaire (art 7411) | 331 212 | 307 131 |
| Dotation de solidarité rurale - DSR (art 74121 et 74122) | 112 172 | 114 649 |
| Dotation nationale de péréquation (art 74127) | 6 019 | 7 223 |
| FCTVA (art 744) | 8 436 | 8 000 |
| Participations (art 747) | 388 160 | 590 398 |
| Compensations fiscales (art 748 hors locaux industriels) | 17 880 | 35 000 |
| Dotations | 863 879 | 1 062 401 |
| Autres produits de gestion courante (chap 75) | 66 539 | 70 460 |
| Total des recettes de gestion courante | 9 275 921 | 9 516 425 |
| Produits financiers (chap 76) | 11 425 | 9 476 |
| Produit des cessions d'immobilisations (art 775) | 2 750 | 0 |
| Produits exceptionnels (chap 77 hors 775) | 16 245 | 10 000 |
| Autres recettes d'exploitation | 30 420 | 19 476 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 9 306 341 | 9 535 901 |

Le graphique ci-dessous indique la répartition des recettes de fonctionnement depuis 2018 et telles qu'elles devraient se matérialiser en 2022 et pour les années à venir.



La courbe ci-dessous présente l'évolution de la section recettes de fonctionnement entre 2018 et 2026 :



B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les principales dépenses de cette section sont les chapitres 011, charges à caractère général, et 012, charges de personnel :

Le chapitre 011, **charges à caractère général**, est impacté par l'augmentation des prix des fluides (électricité, gaz, carburant). La volonté de réaliser davantage de travaux en régie par les services techniques vient également abonder les dépenses de ce chapitre. Par ailleurs, des séjours sont de nouveau organisés par le service éducation. Une inflation conséquente est aussi observée sur les produits alimentaires tels que les céréales, les produits laitiers, la viande, cela impacte le prix des repas scolaires.

A noter également, le coût de la navette de l'agglo CPS était de 17 809 € en 2021 contre une estimation 2022 à 37 000 €. Il convient de préciser la nouvelle clé de répartition du coût du transport définie par la CPS : 50 % à la charge de la commune (au lieu de 20% jusqu'alors) et 50% à la charge de la CPS avec une compensation en AC à hauteur de 20 % du coût du service actuel.

Les **dépenses de personnel** représentent le poste de dépenses le plus important de la collectivité. Le montant prévu pour 2022 est de 5 080 000 €. L'indemnité inflation, la prime de précarité, les reclassements de la catégorie C ou encore la bonification d'ancienneté des agents de catégorie C sont des éléments qui viennent impacter ce chapitre malgré la volonté de maîtriser son enveloppe. A cela s'ajoutent les divers mouvements de personnel et des éléments tels que les avancement d'échelon, de grade ou les nominations suite à promotion interne ou concours des agents en poste.

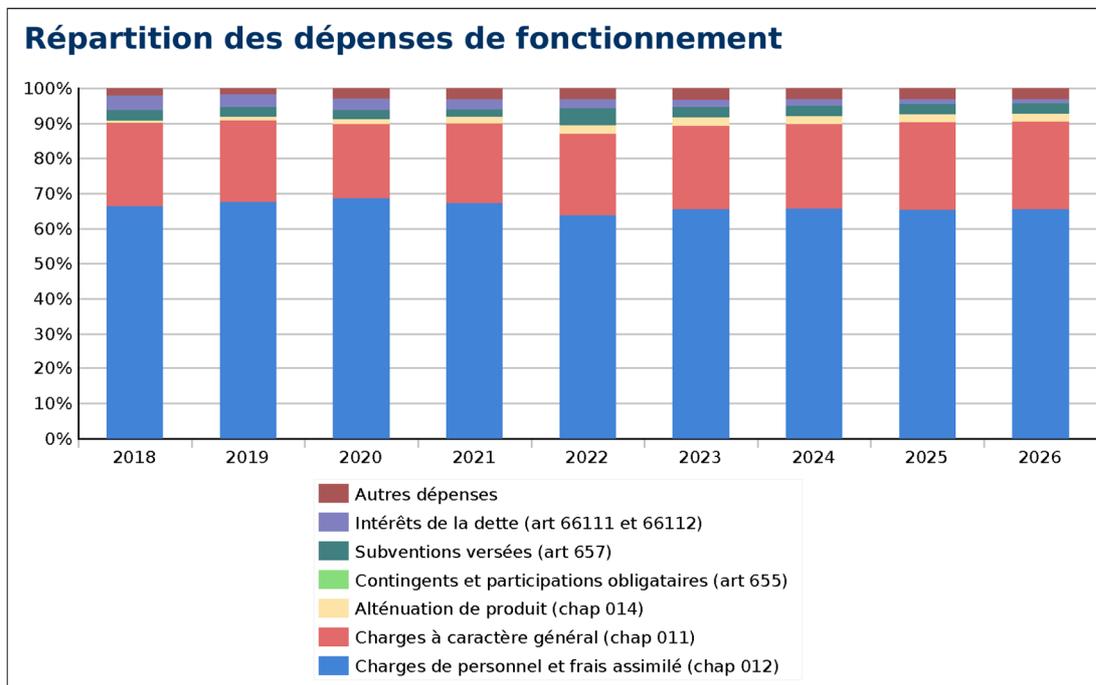
Présentation globale des dépenses de fonctionnement réalisées en 2021 et estimées pour 2022 :

| | 2021 | 2022 |
|--|-------------------|------------------|
| Charges à caractère général (chap 011) | 1 689 955 | 1 900 577 |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 4 982 124 | 5 080 000 |
| FPIC (art 739223) | 145 007 | 181 681 |
| Atténuation de produit (chap 014) | 145 007 | 181 681 |
| Contingents et participations obligatoires (autres articles 655) | 415 | 435 |
| Contributions au fonds des EPT (art 65541) : SIRM | 290 500 | 300 000 |
| Associations | 64 941 | 72 000 |
| Autres contributions versées à la CPS (dont fonds de concours navette) | 38 931 | 37 000 |
| ISC (frais d'écolage) | 0 | 271 158 |
| CCAS | 45 000 | 45 000 |
| Caisse des écoles | 7 000 | 7 000 |
| Subventions versées (art 657) | 155 872 | 432 158 |
| Autres charges de gestion courante (autres articles 65) | 146 163 | 155 573 |
| Autres charges de gestion courante (chap 65) | 592 951 | 888 166 |
| Total des dépenses de gestion courante | 7 410 037 | 8 050 424 |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 213 390 | 203 489 |
| Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112) | - 3 800 | - 1 446 |
| Autres charges financières (autres articles chap 66) | 523 | 523 |
| Charges exceptionnelles (chap 67) | 82 887 | 52 000 |
| Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel) | 5 959 | 6 000 |
| Sous-total charges d'exploitation | 298 959 | 260 566 |
| Virement de section | 0 | 984 911 |
| Opérations d'ordre | 197 523.17 | 240 000 |
| Total des dépenses de fonctionnement | 7 906 519 | 9 535 901 |

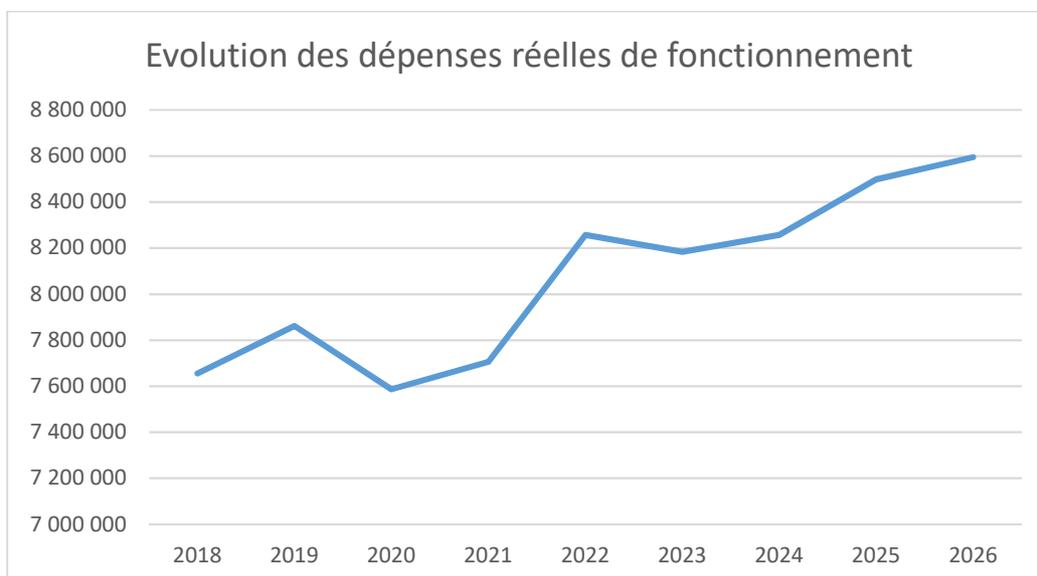
Evolution des virements à la section d'investissement entre 2020 et 2022 :

| 2020 | 2021 | 2022 (estimé) |
|--------------|--------------|---------------|
| 682 453.95 € | 895 820.55 € | 984 911.00 € |

Le graphique ci-dessous indique la répartition des dépenses réelles de fonctionnement depuis 2018 et telles qu'elles devraient se matérialiser en 2022 et pour les années à venir.



La courbe ci-dessous présente l'évolution de la section dépenses de fonctionnement entre 2018 et 2026 :



4. ANALYSE DES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

L'ensemble des éléments présentés ci-dessous reprend les chiffres issus des précédents comptes de gestion et se projette en fonction des éléments envisagés dans la prospective 2022-2026.

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs qui permettent d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

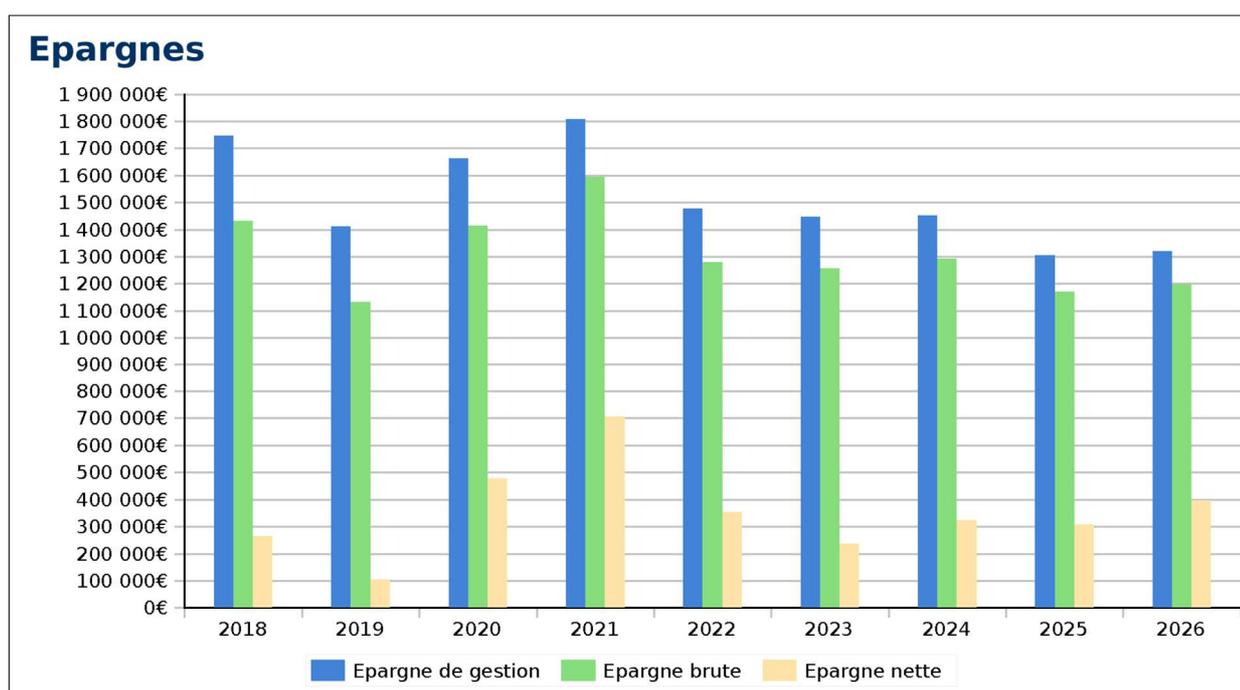
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 1 747 397 | 1 412 126 | 1 663 988 | 1 807 985 | 1 478 977 | 1 446 845 | 1 452 132 | 1 304 675 | 1 320 344 |

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Montants | 1 431 446 | 1 131 655 | 1 415 219 | 1 594 595 | 1 278 977 | 1 256 805 | 1 293 040 | 1 171 538 | 1 198 170 |

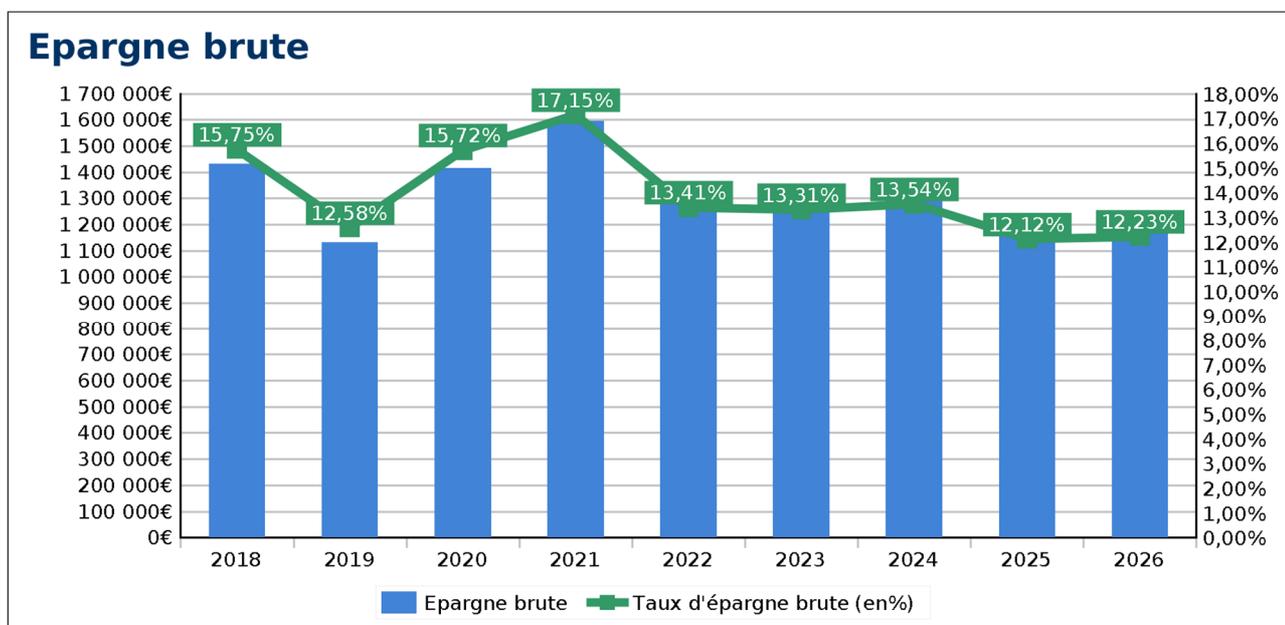
Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes de fonctionnement | 9 086 888 | 8 993 689 | 9 012 095 | 9 301 958 | 9 600 601 | 9 440 766 | 9 549 897 | 9 669 666 | 9 793 158 |
| Epargne de gestion | 1 747 397 | 1 412 126 | 1 663 988 | 1 807 985 | 1 478 977 | 1 446 845 | 1 452 132 | 1 304 675 | 1 320 344 |
| Epargne brute | 1 431 446 | 1 131 655 | 1 415 219 | 1 594 595 | 1 278 977 | 1 256 805 | 1 293 040 | 1 171 538 | 1 198 170 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 15,75 % | 12,58 % | 15,72 % | 17,15 % | 13,41 % | 13,31 % | 13,54 % | 12,12 % | 12,23 % |
| Epargne nette | 265 464 | 105 635 | 478 281 | 707 515 | 354 283 | 235 653 | 324 252 | 308 857 | 395 959 |



Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 1 431 446 | 1 131 655 | 1 415 219 | 1 594 595 | 1 278 977 | 1 256 805 | 1 293 040 | 1 171 538 | 1 198 170 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 15,75 % | 12,58 % | 15,72 % | 17,15 % | 13,41 % | 13,31 % | 13,54 % | 12,12 % | 12,23 % |

5. LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT (PPI) 2022-2026 ET SON FINANCEMENT

LES DEPENSES PREVUES AU PPI

Les trois principaux projets du PPI sur la période 2022-2026 concernent les écoles Cailleboudes et Renondaines ainsi que la construction d'un centre technique municipal. En ce qui concerne l'école des Cailleboudes, le choix a été fait d'inscrire la totalité des dépenses et recettes sur l'exercice 2022 tout en sachant qu'une partie des sommes viendra en RAR sur 2023 dans la mesure où les travaux vont s'étaler sur 2 ans.

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------------------------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|
| Création équipement technique | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 | 1 000 000 | 2 000 000 |
| Ecole CAILLEBOUDES | 4 200 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 200 000 |
| Ecole RENONDAINES | 0 | 1 500 000 | 0 | 0 | 0 | 1 500 000 |
| Enveloppes travaux 2022 - 2026 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 2 500 000 |

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|-------------------|
| Fonds de concours voirie | 110 075 | 130 000 | 130 000 | 130 000 | 130 000 | 630 075 |
| Jardins partagés | 267 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 267 500 |
| RAR 2021 | 1 660 696 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 660 696 |
| Total | 6 738 271 | 2 130 000 | 630 000 | 1 630 000 | 1 630 000 | 13 560 537 |

LES FINANCEURS DU PPI

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------|------------------|------------------|----------|----------------|----------------|------------------|
| CAF | 200 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 000 |
| DEPARTEMENT | 590 000 | 0 | 0 | 300 000 | 300 000 | 1 190 000 |
| EPCI | 2 500 | 690 000 | 0 | 0 | 0 | 692 500 |
| ETAT | 448 523 | 260 000 | 0 | 200 000 | 200 000 | 1 108 523 |
| RAR | 846 116 | 0 | 0 | 0 | 0 | 846 116 |
| REGION | 540 000 | 300 000 | 0 | 400 000 | 400 000 | 1 640 000 |
| Total | 2 627 139 | 1 250 000 | 0 | 900 000 | 900 000 | 5 677 139 |

Financement des deux principales opérations programmées au BP 2022 (comprenant les dépenses déjà réalisées ainsi que les restes à réaliser (RAR) reportés sur l'exercice 2022) :

| Réhabilitation de l'Ecole de Cailleboudes | | | | |
|---|-----------------------|---------------------------------|-----------------------|--------|
| DEPENSES | | RECETTES | | |
| Libellé | TTC | Libellé | TTC | Taux |
| Etudes | 17 292,00 € | DETR 2021 | 200 000,00 € | 4,31% |
| Maîtrise œuvre réhabilitation Ecole des Cailleboudes | 208 270,00 € | DETR 2022 | 200 000,00 € | 4,31% |
| Désamiantage déplombage | 117 000,00 € | Contrat régional | 500 000,00 € | 10,78% |
| Démolition | 67 654,80 € | Contrat départemental 2022-2025 | 550 000,00 € | 11,86% |
| Mission de contrôle technique | 13 794,00 € | SIC CPS | 690 000,00 € | 14,88% |
| Mission CSPS | 10 475,00 € | Subvention CAF | 200 000,00 € | 4,31% |
| Assistance juridique | 2 880,00 € | FCTVA | 631 166,18 € | 13,61% |
| Travaux de réhabilitation de l'Ecole des Cailleboudes | 4 200 000,00 € | Part communale | 1 666 199,62 € | 35,93% |
| TOTAL | 4 637 365,80 € | TOTAL | 4 637 365,80 € | |

| Jardins partagés | | | | |
|----------------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|--------|
| DEPENSES | | RECETTES | | |
| Libellé | TTC | Libellé | TTC | Taux |
| AMO création de jardins partagés | 7 200,00 € | Plan de relance Etat | 48 523,00 € | 17,66% |
| Création de jardins partagés | 267 500,00 € | Subvention régionale | 40 000,00 € | 14,56% |
| | | Subvention départementale | 40 000,00 € | 14,56% |
| | | CPS | 2 500,00 € | 0,91% |
| | | FCTVA | 45 061,79 € | 16,40% |
| | | Part communale | 98 615,21 € | 35,90% |
| TOTAL | 274 700,00 € | TOTAL | 274 700,00 € | |

Les tableaux suivants présentent le plan de financement des investissements réalisés sur la période 2022-2026. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|----------------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------|------------|
| Programmes (a) | 6 738 271 | 2 130 000 | 630 000 | 1 630 000 | 1 630 000 | 13 560 537 |

L'épargne de la collectivité

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 1 431 446 | 1 131 655 | 1 415 219 | 1 594 595 | 1 278 977 | 1 256 805 | 1 293 040 | 1 171 538 | 1 198 170 |
| Remboursement capital de la dette | 1 165 982 | 1 026 020 | 936 937 | 887 080 | 924 694 | 1 021 152 | 968 788 | 862 681 | 802 211 |
| Epargne nette | 265 464 | 105 635 | 478 281 | 707 515 | 354 283 | 235 653 | 324 252 | 308 857 | 395 959 |

Le financement

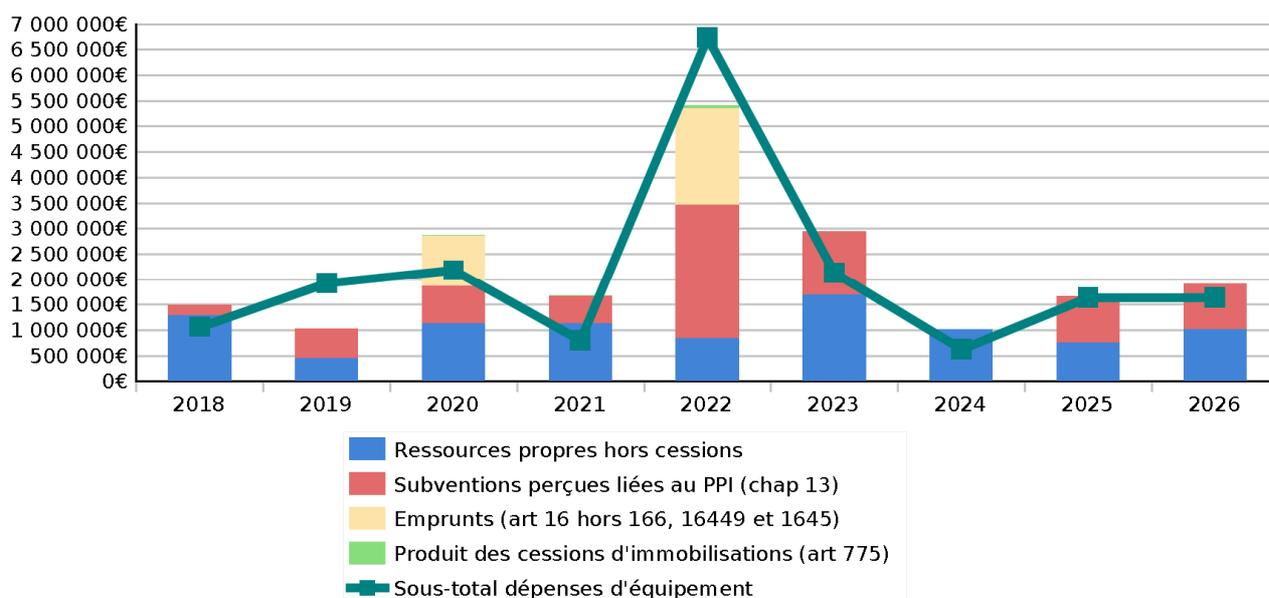
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir pour financer l'investissement.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne nette (a) | 265 464 | 105 635 | 478 281 | 707 515 | 354 283 | 235 653 | 324 252 | 308 857 | 395 959 |
| FCTVA (b) | 102 450 | 57 553 | 196 788 | 103 735 | 117 439 | 1 087 289 | 328 080 | 82 020 | 246 060 |
| Autres recettes (c) | 926 414 | 287 359 | 459 871 | 417 642 | 369 237 | 369 237 | 369 237 | 369 237 | 369 237 |
| Produit de cessions (d) | 0 | 0 | 10 430 | 2 750 | 64 700 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ressources financières propres e = (a+b+c+d) | 1 294 329 | 450 547 | 1 145 370 | 1 231 642 | 905 659 | 1 692 179 | 1 021 569 | 760 114 | 1 011 256 |
| Subventions perçues (liées au PPI) (f) | 196 703 | 574 752 | 730 104 | 543 899 | 2 627 139 | 1 250 000 | 0 | 900 000 | 900 000 |
| Emprunts (g) | 0 | 0 | 1 000 000 | 0 | 1 880 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement total h = (e+f+g) | 1 491 032 | 1 025 298 | 2 875 474 | 1 775 541 | 5 412 798 | 2 942 179 | 1 021 569 | 1 660 114 | 1 911 256 |

| | | | | | | | | | |
|------------------------|---------|----------|---------|---------|------------|---------|---------|--------|---------|
| Résultat de l'exercice | 426 221 | -897 970 | 692 728 | 862 060 | -1 325 473 | 812 179 | 391 569 | 30 114 | 281 256 |
|------------------------|---------|----------|---------|---------|------------|---------|---------|--------|---------|

Le résultat négatif de 2022 indiqué ci-dessus sera à nuancer dans la mesure où l'affectation du résultat viendra abonder la section d'investissement à hauteur de 1 400 439.76 €.

Répartition du financement de l'investissement



En 2022, la **Communauté d'Agglomération Paris Saclay** a prévu d'effectuer les opérations de voirie suivantes :

- Création trois voies, parking, trottoir, éclairage public et réseaux souples Cailleboudes : 402 000.00 €
- Réfection Grand Rue : 141 774.00 € ;
- Réfection vieux chemin de Montlhéry : 56 000.00 € ;
- Réfection voirie entre la voie des Postes et la rue des Joncs Marins sur la rue du Grand Noyer.
- Réfection Grande Rue 141 774 € (entre la Voie des Postes et le cabinet médical)
- Réfection Chemin de Montlhéry 56 000 € entre le chemin des Vaux et l'entrée de ville.
- Cailleboudes : études amiante HAP, relevés, huissier, déflexion : 17 400.00 € ;

Il convient de préciser que la commune dispose d'une enveloppe annuelle de 350 000 € pour des travaux de voirie.

6. ANALYSE DE LA DETTE

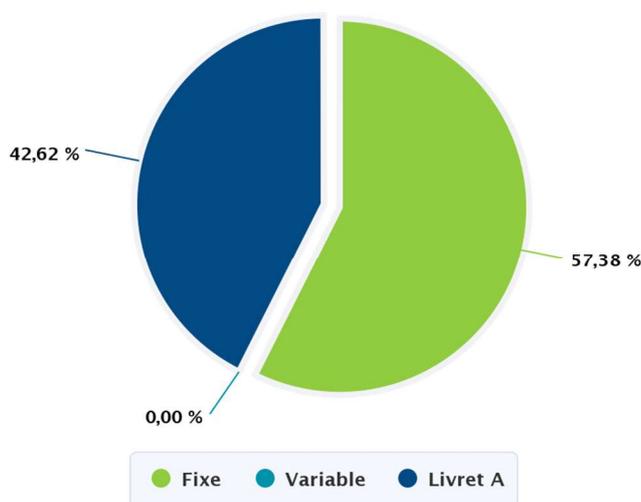
Selon le scénario établi par la collectivité, l'encours de la dette évoluerait de **11 060 096 € en 2018 à 6 510 533 € en 2026** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **1 481 933 € en 2018 à 924 385 € en 2026** (échelle de droite du graphique).

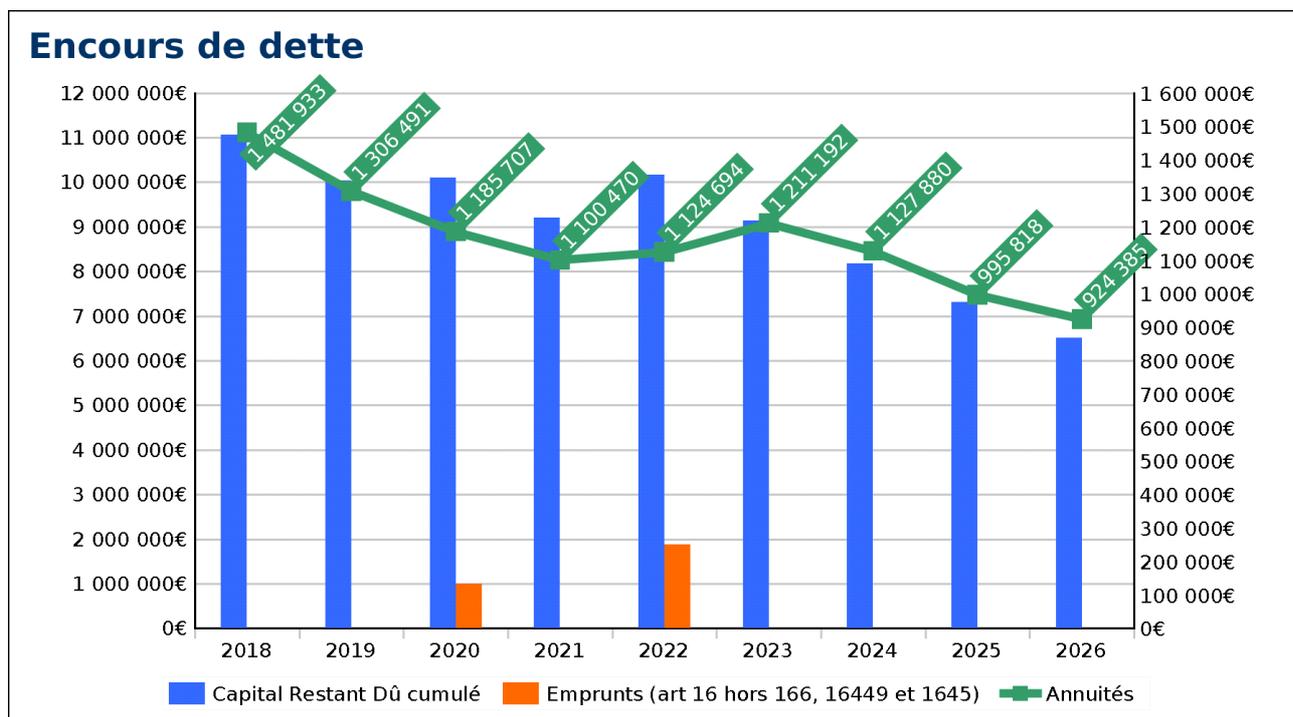
| | Encours de dette au 31/12 | Evolution n-1 | Emprunts nouveaux |
|------|---------------------------|---------------|-------------------|
| 2018 | 11 060 096 | -9,54 % | 0 |
| 2019 | 10 034 076 | -9,28 % | 0 |
| 2020 | 10 097 139 | 0,63 % | 1 000 000 |
| 2021 | 9 210 058 | -8,79 % | 0 |
| 2022 | 10 165 364 | 10,37 % | 1 880 000 |
| 2023 | 9 144 212 | -10,05 % | 0 |
| 2024 | 8 175 425 | -10,59 % | 0 |
| 2025 | 7 312 744 | -10,55 % | 0 |
| 2026 | 6 510 533 | -10,97 % | 0 |

| | Evolution moyenne (en %) | Evolution totale (en %) |
|---------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Encours de dette au 31/12 | -6,41 % | -41,13 % |

Le graphique ci-dessous indique les types de taux des différents prêts de la collectivité. Le taux moyen des prêts à taux fixe est de 2.64%, celui des prêts indexés sur le livret A est de 1.46%. La commune n'a aucun prêt à taux variable.



Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.

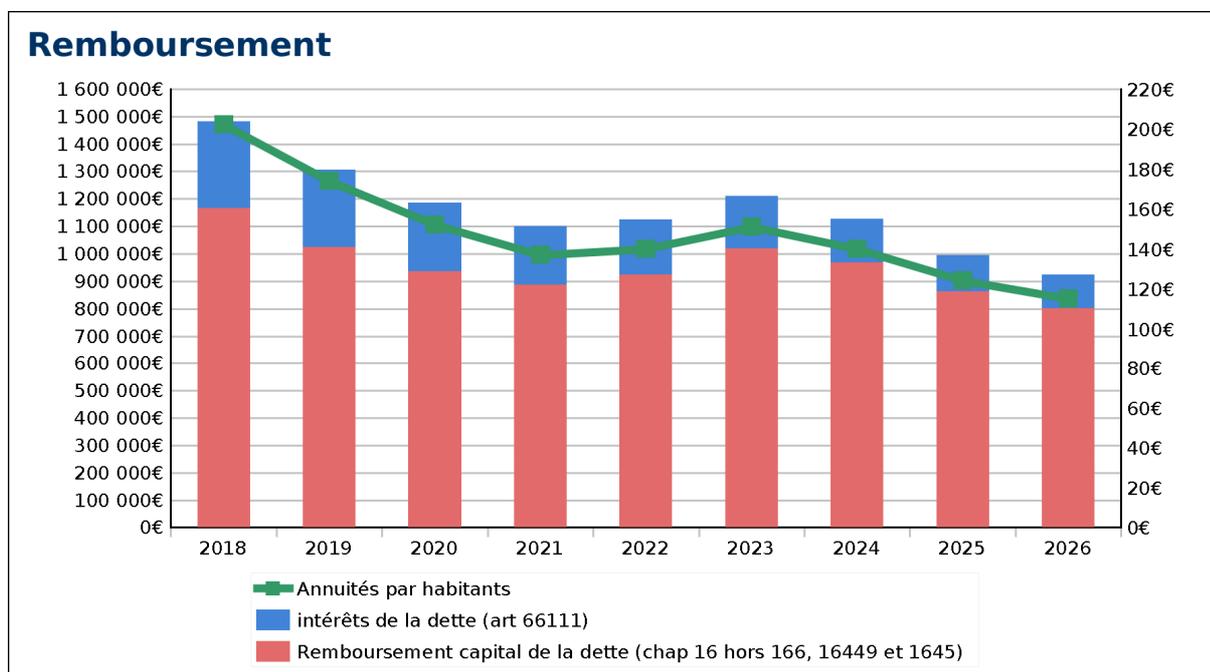


L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|---------|
| Annuités | 1 481 933 | 1 306 491 | 1 185 707 | 1 100 470 | 1 124 694 | 1 211 192 | 1 127 880 | 995 818 | 924 385 |
| Evolution n-1 (en %) | -3,42 % | -11,84 % | -9,24 % | -7,19 % | 2,2 % | 7,69 % | -6,88 % | -11,71 % | -7,17 % |
| Capital en euro | 1 165 982 | 1 026 020 | 936 937 | 887 080 | 924 694 | 1 021 152 | 968 788 | 862 681 | 802 211 |
| Intérêts en euro | 315 951 | 280 471 | 248 770 | 213 390 | 200 000 | 190 040 | 159 092 | 133 137 | 122 174 |

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

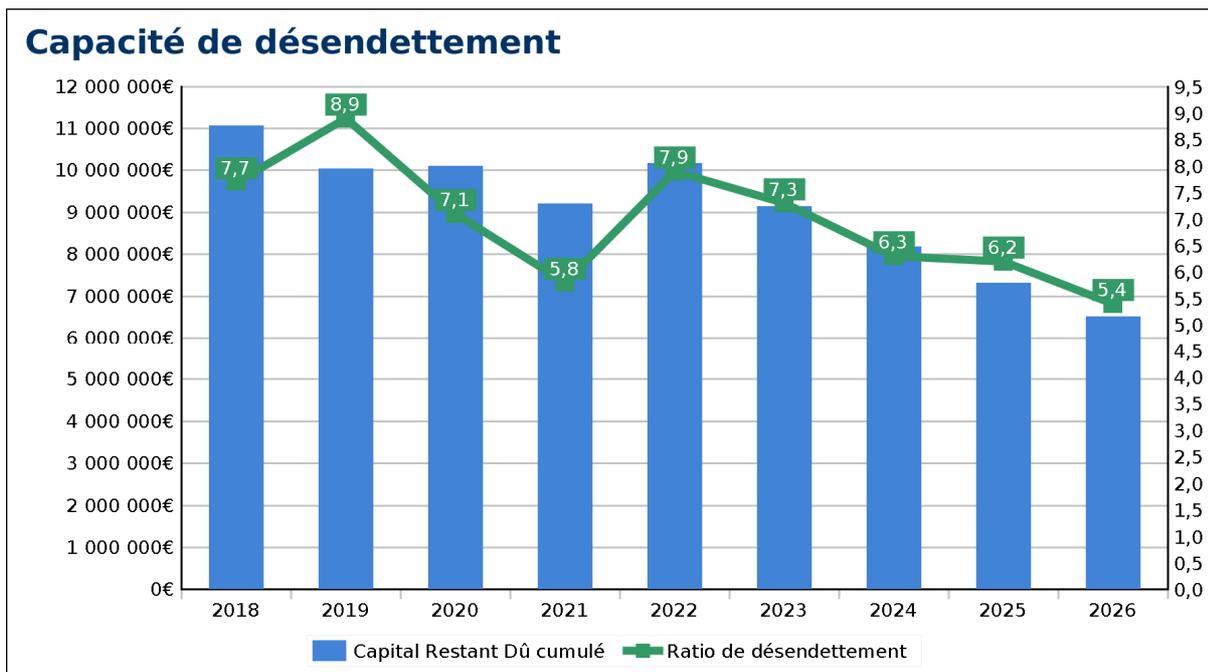


7. PRESENTATION DES RATIOS

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Ratio | 7,7 ans | 8,9 ans | 7,1 ans | 5,8 ans | 7,9 ans | 7,3 ans | 6,3 ans | 6,2 ans | 5,4 ans |



Le tableau ci-dessous présente les ratios obligatoires issus de la loi Administration Territoriale de la République (ATR), il montre leur évolution depuis 2018 et indique ce qu'ils pourraient être en fonction de la prospective définie par la commune :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------|----------|----------|----------|---------|----------|---------|---------|---------|---------|
| Ratio 1 | 1 043 | 1 047 | 971 | 959 | 1 028 | 1 019 | 1 028 | 1 058 | 1 070 |
| Ratio 2 | 699 | 698 | 687 | 697 | 706 | 720 | 735 | 749 | 764 |
| Ratio 3 | 1 238 | 1 198 | 1 153 | 1 158 | 1 195 | 1 175 | 1 189 | 1 203 | 1 219 |
| Ratio 4 | 135 | 219 | 247 | 89 | 825 | 249 | 62 | 187 | 187 |
| Ratio 5 | 1 506 | 1 337 | 1 292 | 1 146 | 1 265 | 1 138 | 1 017 | 910 | 810 |
| Ratio 6 | 63 | 59 | 58 | 56 | 53 | 52 | 51 | 50 | 49 |
| Ratio 7 | 63,86 % | 65,13 % | 65,96 % | 64,66 % | 61,52 % | 62,94 % | 63,26 % | 63,03 % | 63,19 % |
| Ratio 9 | 97,08 % | 98,83 % | 94,58 % | 92,36 % | 95,64 % | 97,5 % | 96,6 % | 96,81 % | 95,96 % |
| Ratio 10 | 10,93 % | 18,27 % | 21,41 % | 7,7 % | 69,04 % | 21,18 % | 5,24 % | 15,51 % | 15,32 % |
| Ratio 11 | 121,71 % | 111,57 % | 112,04 % | 99,01 % | 105,88 % | 96,86 % | 85,61 % | 75,63 % | 66,48 % |

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

La population de la commune a évolué de la façon suivante entre 2018 et 2022 :

| 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Recensement 2022 |
|-------|-------|-------|-------|-------|------------------|
| 7 435 | 7 506 | 7 815 | 8 035 | 8 075 | 8 176 |

Evolution du pourcentage de **logements sociaux** sur la commune entre 2014 et 2023 :

| 2014 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-------|---------|--------|--------|---------|--------|---------|---------|
| 7.02% | 11.74 % | 14.05% | 14.23% | 14.23 % | 17.52% | 16.82 % | 17.80 % |

Pour rappel, la loi SRU fixe pour objectif 25 % de logements sociaux sur la commune.